

# informations



Comité Régional CGT Midi-Pyrénées



Luttes en région  
CHIVA (09)



A la une  
Banque Publique  
d'Investissement

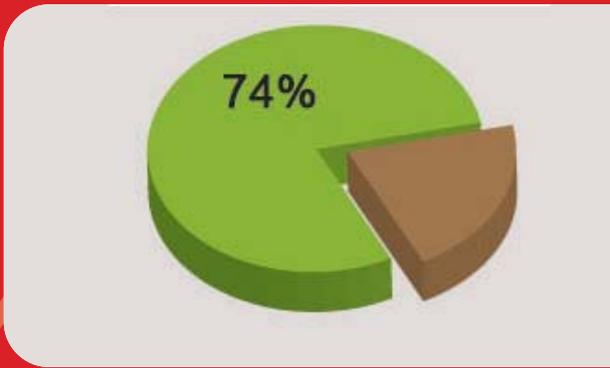


Vie Syndicale  
Formations IRT 2014

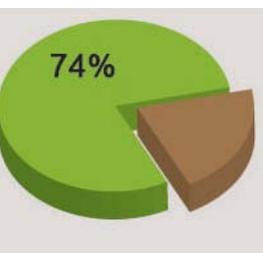
N° 211 Février 2014

## Extrême droite : l'imposture sociale

# dossier



Editorial .....	2
A la une .....	3
• Banque Publique d'Investissement	
Luttes en région .....	4
• CHIVA (09)	
• IME Moussaron (32)	
Professions .....	5
• Elections de la Fonction Publique	
Histoire Sociale .....	6
• 1984-2014, 30 ans d'histoire sociale en Midi-Pyrénées	



## Dossier .....7

- Extrême Droite :  
l'imposture sociale

Activité CGT/CESER .....	11
• Actualité de l'activité CGT	
Vie syndicale .....	13
• Formations IRT 2014	
Brèves .....	15
• Congrès de l'UD du Tarn	



Comité Régional CGT  
Midi-Pyrénées  
7, place du Fer à Cheval  
31300 TOULOUSE

Prix : 1€ • N° 211 • Février 2014  
N° d'inscription à la CP 0216505720  
ISSN 1950-4926

Directeur de la Publication :  
Roger-Pierre Lemouzy  
Tél. 05 61 23 35 52 - Fax 05 61 21 82 23  
e-mail : cgt.crpm@orange.fr  
site : www.cgt-midipyrenees.com

Conception et réalisation :  
Sandrine Bellin  
Comité Régional CGT Midi-Pyrénées

Imprimé par le  
Comité Régional CGT Midi-Pyrénées

## A l'heure d'un premier bilan !

Cette année scolaire se traduit par la véritable orientation politique du gouvernement Hollande. En effet, c'est la première rentrée avec un budget présenté et adopté par cette nouvelle majorité. Malheureusement nous ne pouvons que faire le constat de la continuité d'une orientation dont le seul but était de fragiliser le service public d'éducation. Dans ce contexte, aucun moratoire n'a été décidé sur les réformes entreprises sous le précédent gouvernement, que ce soit celles des lycées, de la voie professionnelle ou de la formation des professeurs stagiaires qui n'ont connu qu'un simple toilettage sans modification de fond.

Bien au contraire, cette rentrée s'est faite dans la précipitation, notamment avec la modification des rythmes scolaires et la mise en place des 4 jours  $\frac{1}{2}$ .

Il nous paraissait déjà évident l'an passé que cette réforme, qui engendre un renforcement des écarts sociaux du fait de l'absence d'obligation de la gratuité d'activités périscolaires, n'était pas mise en place dans l'intérêt de l'enfant, argument pourtant très utilisé par une communication exacerbée du gouvernement.

L'actualité récente a été marquée par la communication du ministre sur le thème de l'éducation prioritaire. Sur 1000 réseaux identifiés à ce jour seuls 100 (les plus difficiles, mais selon quels critères?) feraient l'objet de la mise en application des propositions à la rentrée 2014, l'extension surviendrait en 2015 sans que les modalités soient définies clairement. Beaucoup de questions restent en suspens. Pour la CGT Educ'action ce sont les difficultés sociales qui sont à prendre en compte en priorité.

Dans un contexte médiatique qui tend à faire penser que l'éducation est une priorité, nous combattons tout de même des attaques multiples et incessantes. La CGT a besoin de se renforcer dans ce secteur d'activité. L'avenir nous appartient pour peu que nous en ayons conscience. Au mois de décembre auront lieu les élections dans la fonction publique, démontrons tous ensemble, que l'éducation est l'affaire de toute la CGT!



Frédéric Marfaing

Secrétaire régional CGT Educ'action Midi-Pyrénées



# Banque Publique d'Investissement

« construire le rapport de force »

*Pour créer la Banque Publique d'Investissement en février 2013, Etat et régions se sont associés dans le but d'attribuer des prêts, d'apporter des garanties aux petites et moyennes entreprises et aux entreprises de taille intermédiaire, et d'offrir des services d'accompagnement à l'innovation et à l'exportation, avec un guichet unique par région. La BPI est dotée de 42 milliards d'euros sur 5 ans, somme que les économistes de la CGT notamment jugent dérisoire compte tenu de l'ampleur des besoins.*

L'ensemble des organisations syndicales siège au Conseil Régional d'Orientation de la Banque Publique d'Investissement, et le comité régional CGT du 25 octobre a décidé de créer un groupe de travail régional « financement de l'économie régionale-BPI » chargé de proposer des initiatives sur les problématiques de financement de l'économie régionale. Composé de quelques camarades (salariés finances publiques et Banque de France, membres du Conseil Économique Social et Environnemental, représentant au Conseil d'Orientation de la BPI Midi-Pyrénées et membres du collectif « Industrie-territoire »), le groupe a fait le constat qu'après un an d'existence, la BPI a attribué 1,3 milliard de financements publics et privés dont 600 millions de financement direct (avances remboursables), 25 millions d'aides à l'investissement

direct ou indirect et 16 millions de fonds de garantie régionaux.

Les fonds dont la BPI dispose ne sont pas strictement publics, et l'exigence de rentabilité des investisseurs privés la conduit à sélectionner les filières aidées et à limiter les risques, parfois au détriment de l'emploi industriel et du développement des territoires, bien loin des revendications que porte la CGT. De plus, l'absence de critères sociaux et environnementaux dans les critères d'attribution des prêts, tel le développement d'emplois stables qualifiés et bien rémunérés, risque de conduire à ce que les interventions de la BPI n'obéissent qu'à cette seule logique de rentabilité.

La CGT considère que pour assurer un développement humain durable, lutter contre le chômage, relever le défi de la reconquête de l'industrie et du développement de l'emploi et des filières industrielles, développer les infrastructures et les services publics de qualité, etc. L'ensemble du système financier doit être mobilisé au service de l'emploi et de l'investissement productif. Dans cette perspective, elle revendique la mise en place d'un pôle financier public avec une déclinaison territoriale, incitant le système bancaire à prendre en compte dans la sélection des projets qu'il finance par l'attribution de prêts, des critères économiques (contribution de l'entreprise à la création de richesses, qualification des travailleurs), sociaux (emploi, salaires) et écologiques (économie d'énergie et de ressources naturelles).

Le défi à relever consiste à construire le rapport de force visant à faire de la BPI la première marche vers ce pôle. Pour cela le collectif propose de s'appuyer sur l'appropriation par tous les syndiqués des questions cruciales de financement de l'économie, en partant des territoires et des luttes, notamment pour porter des dossiers concrets de demandes de financement: être force de proposition sur la base du projet CGT « vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées ».

Dans cette optique, l'idée d'organiser une journée d'étude régionale sur la BPI et les revendications de la CGT en matière de financement, avec la participation de camarades de la fédération des finances a notamment été retenue. Une autre proposition de réunion, animée par le cabinet Sécafi et abordant les possibilités de financement de la filière aéronautique à travers des exemples d'entreprises en recherche de capitaux s'est déjà concrétisée, et a permis une présentation pédagogique du fonctionnement de la BPI et des différents fonds auxquels elle peut faire appel.

Les travaux du collectif n'en sont qu'à leurs débuts et leur objectif est de nous permettre d'œuvrer ensemble pour que la Banque Publique d'Investissement devienne un véritable outil au service de l'emploi dans nos territoires.

*Pour le groupe de travail régional*

**Fabienne Rouchy**

*syndicat CGT Banque de France*

# CHIVA (09)



### LA LUTTE A PAYÉ !

Depuis le mois de février 2013, les salarié-e-s des Urgences du Centre Hospitalier du Val d'Ariège (Hôpital Foix-Pamiers) étaient en grève illimitée. Cette lutte, exemplaire sur bien des points, a su fédérer les personnels, les usagers, la population et les élus autour de la CGT. En fin d'année 2013, après une année marquée par l'austérité imposée par ceux qui nous gouvernent, c'est une preuve que des solidarités sont possibles et que la mobilisation du « tous ensemble » paie... Au bout de

plusieurs mois, parce qu'on n'a rien lâché, parce que l'action collective a exigé et revendiqué la pérennité d'un service public fort sur le territoire, on a gagné! Cette belle victoire est le fruit d'une lutte sans relâche, parfois inventive, qui s'était inscrite dans le quotidien: distributions de tracts, manifestations, rassemblements, adresses à la population sur les marchés, pétition signée par plus de 5000 personnes... C'est grâce à cette détermination et à la solidarité que le mouvement a impulsé, qu'ont été gagnés:

- 1 Infirmier Accueil Orientation H24 365J aux Urgences
- 1 Aide Soignant H12 365J aux Urgences
- Le maintien des 17 postes dans les EHPAD<sup>1</sup> qui étaient menacés par le PRE<sup>2</sup>
- La création de lits d'Unités de Soins de Longue Durée (autorisation janvier 2014), dont l'Ariège était le seul département Midi-Pyrénéen à en être dépourvu.

1- EHPAD: Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes

2- PRE: Plan de Retour à l'Equilibre

## IME Moussaron (32)

Le 8 décembre 2013, malgré un brouillard à couper au couteau et -4 °C, nous étions près de 150 manifestants devant l'IME<sup>1</sup> Moussaron à Condom pour exiger un accompagnement des résidents dans le respect des droits de l'enfants, des familles et des salariés en replaçant l'Humain au centre du dispositif. La bataille n'est pas terminée, et la CGT - avec le collectif - continue de suivre cet établissement et reste très vigilante à l'évolution de la situation. Depuis déjà quelques mois, un journaliste avait effectué un reportage sur l'IME Moussaron. Mais, comme pour le reste, le directeur de

l'établissement avait certainement "le bras assez long" pour bloquer la diffusion de ce reportage. Avec la médiatisation importante qu'il y a eu autour de "l'Affaire Moussaron", ce blocage n'a plus été possible et le reportage a enfin été diffusé le dimanche 19 janvier. Cette émission dédiée à la maltraitance institutionnelle dans les établissements accueillant des enfants handicapés a suscité beaucoup de débats, dans la CGT mais pas seulement. Un administrateur provisoire a été nommé en décembre et pour l'heure, nous n'avons pas encore été en possession des premières conclusions de

son rapport intermédiaire.

La CGT continue à œuvrer pour que l'Etat prenne ses responsabilités (comme le 5 février, en manifestation devant l'ARS). Il doit mesurer les conséquences de ces gestion privées et doit prendre ses responsabilités pour assurer la santé, la sécurité, le bien-être physique et moral, le respect de la dignité des publics accueillis en institution... En ce sens, nous avons interpellé la ministre des affaires sociale et de la santé.

1- IME: Institut Médico-Educatif



# Elections de la Fonction Publique

« Une attention et un ciblage particulier »

*Un collectif confédéral vise à aider au développement, au sein de chaque UD, d'un collectif départemental d'actions et d'initiatives dans le cadre de la campagne électorale dans les trois versants de la Fonction Publique.*

Une réunion régionale s'est tenue au Comité Régional CGT Midi-Pyrénées, le 19 décembre 2013 avec les Unions Départementales et les professions concernées pour décliner le dispositif et les moyens mis à disposition des organisations :

- Un blog national accessible depuis le site de la CGT
- Un logo unique décidé par les FD concernées
- Du matériel de campagne
- Proposition au prochain CCN d'une initiative par département (point presse avec la Confédération)

Ces collectifs départementaux ont notamment vocation à cibler nos forces et faiblesses : aller où on n'est pas est une des priorités que l'on se fixe. Si les Services Publics et la Santé Action Sociale sont relativement bien organisés dans les départements, c'est moins le cas de certaines Fédérations qui retiendront une attention et un ciblage particulier ; le niveau régional peut s'avérer pertinent pour certaines professions de la Fonction Publique d'Etat.

## LA CAMPAGNE SERA ARTICULÉE AUTOUR DE QUATRE THÉMATIQUES :

- Salaires/déroulement de carrière
- Missions de service public
- Moyens consacrés au service public
- Emploi (qualité/précarité)

Des initiatives sont déjà enclenchées dans certains départements (création d'un collectif, lancement de la campagne avec conférence de presse, calendrier d'initiatives avec tractage et déploiement dans différents secteurs géographiques ciblés par les UL...)

*Pour la Santé et Action Sociale* l'enjeu des élections 2014 est de taille : en 2011, régionalement, les salarié-es ont voté à plus de 49 % pour la CGT ; plus de 58 % des agents du CHU ont exprimé leur confiance en la CGT...

Une attention particulière sera portée sur le CHU et sur les établissements où la CGT n'est pas implantée.

En 2011, le vote sur sigle était déjà possible et il a parfois été compliqué de combler les sièges : un travail en amont doit nécessairement s'engager sur ce sujet.

Les camarades de la Santé et de l'Action Sociale ont intégré les collectifs départementaux existants du 09 et du 31.

*Pour l'URSEN*, la préparation des élections est différente selon qu'elle s'effectue au sein des établissements du premier ou du second degré. Notamment parce que la communication dans le premier est plus compliquée à organiser.

Après le 31, les départements du 81 et du 82 sont ceux où il y a le plus d'agents, c'est aussi là où la CGT a le plus de difficultés dans son activité : ils constituent un ciblage particulier de la campagne.

De plus, le vote électronique lors des dernières élections a fait encore diminuer le taux de participation.

*Pour les Services Publics*, un état des lieux des forces organisées est en cours. Il est déjà effectué dans le 31. Un référent élection de la CSD 31 a été désigné pour participer au collectif UD 31. Idem pour le 09, plusieurs camarades participent également aux réunions régionales.

Une nouvelle réunion régionale est programmée avant la fin du premier trimestre 2014, ce sera l'occasion de faire un point d'étape de la campagne et un état des lieux des initiatives dans les territoires.

# 1984-2014, 30 ans d'histoire sociale en Midi-Pyrénées

« s'approprier cette histoire du mouvement ouvrier »

*En effet c'est en mars que notre institut régional fêtera ses 30 ans ! Il a été créé en 1984 par les unions départementales et le Comité Régional CGT Midi-Pyrénées à l'initiative de son secrétaire régional, Bernard Ribeira. René Lhérisson, dirigeant du Livre en fut le premier président. Georges Séguy participait à la séance d'inauguration.*

C'est donc un bel âge pour notre association dont l'activité s'attache à mettre en évidence l'histoire ancienne du mouvement ouvrier et de la CGT afin que sa connaissance permette aux militants-es d'aujourd'hui de mieux comprendre le présent pour construire l'avenir.

Comme vous pouvez l'imaginer nous vous proposerons de fêter cet évènement mais nous voulons faire en sorte que ce coup de projecteur au service de ces 30 années d'histoire sociale, montre l'importance, pour les militants de connaître et de s'approprier cette histoire du mouvement ouvrier et de la CGT.

L'accès à cette connaissance est confrontée à de nombreux obstacles: la société de l'immédiateté, la question du temps que l'on prend pour réfléchir, pour connaître, se former pour décider et agir en citoyen, salarié critique et responsable qui construit sa propre vision du monde. Nos missions sont au service de cette ambition.

Mais laissons à la parole à Georges Séguy président de l'IHS CGT lors de la séance inaugurale de notre institut:

*« Nous assistons ce soir au lancement du VI<sup>e</sup> Institut Régional CGT d'Histoire Sociale. Il était bien naturel que la région Midi-Pyrénées, si riche de traditions ouvrières, de combats sociaux et porteuses encore des idées généreuses de Jean Jaurès, dans ces traditions républicaines et démocratiques, figure parmi les six premières régions de notre pays à se doter de cet instrument de travail et de recherche que constituent nos Instituts Régionaux d'Histoire Sociale. [...] Ces créations s'inscrivent dans le cadre d'une décision prise au 41<sup>e</sup> congrès de la CGT. [...] en créant notre institut National, nous avons voulu, tout d'abord, combler un vide et donner à la CGT les moyens de jouer pleinement son rôle, y compris dans ce domaine là (l'histoire sociale de notre pays). Mais très vite nous est apparue la nécessité de décentraliser. Nous savons, par expérience syndicale, que les particularités régionales sur le plan économique, social, culturel, sont telles, même si elles ont été pendant longtemps retenues, écrasées ou étouffées, ont pris, une expression telle qu'elles ont besoin de tous leurs éléments d'expression pour répondre aux besoins non seulement historiques mais culturels des populations de chacune des régions de notre pays.*

*Voilà pourquoi nous avons considéré qu'il était nécessaire de créer à l'échelle de chaque région, en commençant par les grands centres industriels qui correspondent souvent aux grands centres universitaires, des Instituts Régionaux qui ne sont ni des antennes, ni des succursales de notre institut national, mais ont à jouer, à l'échelle de chaque région, le rôle que joue notre institut à l'échelle nationale. Ils jouissent donc de l'entière liberté d'initiative, d'une large marge d'autonomie, dans le cadre des instances de la CGT, bien entendu, et aussi d'une large marge d'investigation sur les sujets qui les intéressent et sur les collaborations dont les instituts régionaux peuvent s'entourer [...]*

Notre dernier Conseil d'administration a retenu le principe d'organiser une conférence avec la participation d'un universitaire sur le thème « de l'utilité de connaître l'histoire sociale... », qui pourrait avoir lieu début juin.

Puis nous proposerons la réalisation d'une rétrospective des 30 années d'activité mettant en avant les moments les plus marquants de celle-ci que nous publierons dans notre journal et/ou sous forme d'une brochure.

Nous espérons vous rencontrer nombreux-ses à cette occasion !

**Martine Bernard-Roigt,**  
Présidente de l'IRHS Midi-Pyrénées

## Extrême droite

**L'imposture sociale.** Il est de la responsabilité du syndicalisme de combattre la stratégie de ceux qui cultivent le rejet de l'autre et la division des salariés, pour mieux cacher leur incapacité à tracer des perspectives d'avenir et de justice sociale.

### Les partis d'extrême droite sont-ils racistes ?

Comme nombre de ses homologues européens, le Front national défend une ligne politique faisant des étrangers la source des maux de notre société.

Son programme est construit sur le principe de la priorité nationale, clairement tourné contre les immigrés; ses expressions publiques stigmatisent de manière systématique les populations d'origine étrangère, en particulier celles de confession musulmane et, plus récemment, les Roms. Le FN peut donc sans ambiguïté être qualifié de xénophobe. D'ailleurs, plusieurs de ses dirigeants (Jean-Marie Le Pen, Patrick Binder, etc.) ont été condamnés pour incitation à la haine raciale. Historiquement, l'extrême droite française s'est toujours opposée à la République qu'elle aimait à qualifier de «la gueuse». Aujourd'hui, avec un discours habile, elle se prétend défenseur de la République et de la laïcité. Mais le FN a l'indignation variable. Par exemple, Marine Le Pen compare les prières de rue des musulmans à l'occupation allemande, mais reste silencieuse lorsque Civitas fait des prières de rue lors des manifestations contre le mariage pour tous. ■



La CGT agit contre les discriminations de toutes sortes, le racisme, la xénophobie et toutes les exclusions

Préambule des statuts de la CGT

### Les aides sociales ne sont-elles pas siphonnées par les immigrés? Ne devraient-elles pas profiter en priorité aux Français?

La protection sociale est financée par les cotisations sociales et les «aides sociales» en général par l'impôt. Les travailleurs immigrés n'étant pas exonérés du paiement ni de l'un ni de l'autre, il est normal qu'ils bénéficient des prestations sociales au même titre que les autres. Certains prétendent que l'immigration est un coût pour le pays. C'est faux! Il ressort d'une étude publiée par une équipe de l'université de Lille, pour le compte du ministère des Affaires sociales, que les immigrés, en 2009, ont reçu de l'État 47,9 milliards d'euros, via les retraites, les aides au logement, le RMI, les

allocations chômage et familiales, les prestations de santé... Tandis qu'ils ont reversé aux budgets de l'État et de la Sécurité sociale 60,3 milliards d'euros, via les impôts et les cotisations sociales. Soit un solde positif de 12,4 milliards d'euros pour les finances publiques. ■

*Dossier réalisé en collaboration avec le groupe de travail confédéral en charge de l'animation de la campagne contre l'extrême droite. Paru dans Ensemble n° 64, janvier 2014.*

## Le contexte >

L'extrême droite prospère sur le terrain de la désespérance sociale et des promesses non tenues. Sa progression n'est pourtant pas inéluctable. Il est de la responsabilité du syndicalisme de mettre les salariés en garde contre l'imposture sociale du FN.

## Immigration >

Part des personnes immigrées dans la population totale (2010) : Autriche (16 %) ; États-Unis (13 %) ; Allemagne (13 %) ; France (10,6 %)



Immigrés en 2010

## La France n'est-elle pas victime de la mondialisation ?

### La fermeture des frontières n'est-elle pas une solution ?

La crise traverse toute l'Europe et frappe particulièrement les jeunes : 23,3 % d'entre eux sont au chômage et la moitié de ceux qui sont en emploi ont des contrats précaires. Ils sont d'abord victimes des politiques d'austérité décidées et mises en œuvre par les chefs d'État. La volonté du syndicalisme européen de renverser cette logique austéritaire constitue un point d'appui pour les luttes en France. Alors que dans une trentaine d'années quelque 8 milliards d'habitants vivront sur Terre, que des pays dits émergents ont désormais atteint un niveau économique comparable à celui des pays européens, il serait suicidaire de se replier sur soi-même en prétendant vivre en quasi-autarcie. L'isolement est un facteur d'appauvrissement garanti ! Par contre, il est urgent de tordre le cou aux politiques de dumping social, y compris au sein de l'Union européenne. Et de créer les conditions d'une relance industrielle avec des créations d'emplois à la clé. ■

## Le programme économique et social du FN ne ressemble-t-il pas à celui de la CGT ?

Non. Prenons, par exemple, la question des rémunérations. Celles-ci sont constituées du salaire direct (le net en bas de la fiche de paie) et du salaire socialisé (les cotisations sociales patronales et salariales). Le FN souhaite baisser les cotisations sociales des salariés d'environ 200 euros, mais rien ne dit que les patrons ne récupéreront pas cette manne. Le FN baisse donc les cotisations sans garantie d'augmentation du salaire, tandis que la CGT revendique sans ambiguïté la revalorisation des grilles salariales et du Smic à 1700 euros. Concernant la fiscalité, la CGT propose que tout le monde paie l'impôt dès le premier euro et de manière progressive, tandis que le FN préconise l'instauration d'une tranche maximale à 46 % et la suppression de l'impôt sur la fortune. Avec le FN, ce sont donc les plus aisés qui paient le moins d'impôt.

Dans tous les cas, l'analyse de fond est différente : le FN considère le travail comme un coût et il l'écrit clairement dans son programme, alors que la CGT considère que le travail est le seul vecteur de création de richesses dans l'entreprise. ■



## La gauche et la droite, n'est-ce pas la même chose ? Le FN ne défendrait-il pas mieux les intérêts des salariés ?

Chaque parti en fonction de ses propositions se positionne sur l'échiquier politique. Les valeurs de gauche sont l'égalité, la fraternité, la solidarité, le progrès. Les valeurs de droite sont l'autorité, l'identité nationale, l'ordre social, le conservatisme, la tradition. Les positions du FN sont clairement de droite et même d'extrême droite. Sur

tous les sujets, le FN s'inspire et répond aux revendications patronales (impôts, cotisations sociales, retraites...). Quels nouveaux droits le FN propose-t-il aux salariés ? Aucun. La gauche et la droite, ce n'est donc pas la même chose. Même si l'on sait d'expérience qu'un parti de gauche peut mener une politique libérale au niveau économique, clas-

siquement portée par les droites. La gauche et la droite, c'est avant tout une différence de conception et d'approche des problèmes rencontrés par les citoyens. Pour la CGT, il y a nécessité de revendiquer dans les entreprises et les territoires pour gagner des avancées sociales, quelle que soit la couleur du gouvernement. ■

### Pourquoi les valeurs de la CGT et celles de l'extrême droite sont-elles absolument incompatibles, dans l'entreprise comme dans la cité ?

La CGT défend les intérêts des salariés, le FN défend ceux des possédants et du grand patronat, même s'il tente d'apparaître comme une solution pour ceux qui sont en difficulté. Le FN conditionne les droits des salariés en fonction de leur nationalité, la CGT défend des valeurs universalistes : les salariés ont tous les mêmes droits, quelle que soit leur nationalité. Le FN prône aussi l'élitisme à l'école à l'opposé de l'école pour tous, garante de l'égalité républicaine.

Les statuts de la CGT indiquent que l'organisation agit « contre les discriminations de toutes sortes, le racisme, la xénophobie, et toutes les exclusions ». Le FN, lui, fonde son programme sur le principe de la priorité nationale. Il divise ainsi les salariés en deux catégories. En opposant travailleurs français et immigrés, il cherche à les détourner de la question essentielle qui est celle de la répartition inégale des richesses. Il sert ainsi les intérêts du Medef. ■



## La phrase

S'il était appliqué, le programme économique du Front national produirait un profond et durable appauvrissement de la France.

Charles Wyplosz, professeur  
à l'Institut des grandes études internationales de Genève

## Le chiffre > 202 790

C'est le nombre des titres de séjour délivrés en 2011, en stagnation depuis plus de dix ans. Soit 0,3 % de la population totale.

## Avec sa « grande politique familiale », le FN ne défend-il pas les droits des femmes ?

Il ne s'agit pour lui que de préserver le « capital démographique » en s'affligeant de ce que « le taux de fécondité des femmes françaises » soit inférieur à celui des « femmes immigrées » et que 52 % des enfants soient nés hors mariage. Évidemment, pour le FN, la famille se fonde « exclusivement sur l'union d'un homme et d'une femme ».

En privilégiant un revenu familial et un congé parental allongé, c'est aussi l'image de la « femme au foyer » à vie qu'il met en avant, d'autant que chacun sait que les femmes auraient encore plus de difficulté ensuite pour réintégrer le monde du travail. Par contre, pas un mot sur l'inégalité salariale persistante entre hommes et femmes, sur le temps partiel imposé aux femmes et la précarité de leur travail !

Avec le non-remboursement de l'avortement, il s'attaque de fait aux femmes des milieux populaires. Et il n'oublie pas d'en rajouter sur la discrimination xénophobe en prétendant réserver les allocations familiales aux seules familles « dont un parent au moins est français », alors que tous les salariés, quelle que soit leur origine, cotisent !

Bref, on est devant une vision passéiste de la famille, xénophobe, et un déni des droits des femmes. ■



En opposant travailleurs français et immigrés, le FN cherche à les détourner de la question essentielle de la répartition inégale des richesses. Il sert ainsi les intérêts du Medef.

## La plupart des délinquants ne sont-ils pas des étrangers ? Le rétablissement de la sécurité en France ne passe-t-il pas par la diminution du nombre des immigrés ?

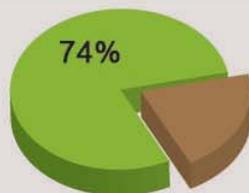
Selon les chiffres du ministère de la Justice, validés par Eurostat, sur près de 700 000 infractions commises annuellement 0,4 % sont liées au séjour irrégulier des étrangers en France. Sur 617 000 condamnés en 2012, 13 % sont étrangers, contre 31 % en 1993 et 18 % en 2007. Méfions-nous des effets déformants de la médiatisation de certains délits, les chiffres témoignent en réalité d'une réduction de la part des étrangers parmi les auteurs des crimes et délits commis en

France. Les immigrés ne sont pas responsables de tous les maux et ils n'« envahissent » pas massivement notre pays, comme certains le laissent entendre. La proportion des immigrés dans la population totale en France est parmi l'une des plus faibles des pays de l'OCDE. Les entrées d'immigrants sur le territoire national stagnent, depuis plus de dix ans, aux alentours de 150 000, quand le Royaume-Uni en accueille 450 000 et l'Allemagne plus de 800 000 en 2011. ■

## Racisme >

74 % des Français pensent que le racisme est « un danger pour la société ».

(Sondage Opinion Way, octobre 2013)



## Actions >

La CGT, FSU et Solidaire lancent une campagne commune pour combattre les idées d'extrême droite. Première étape : un meeting dans les locaux de la CGT à Montreuil, le 29 janvier prochain, avec la participation des premiers responsables de chaque organisation.



# Actualité de l'activité CGT

## **BUDGET PRIMITIF DU CONSEIL REGIONAL POUR 2014 : UN BUDGET D'AUSTERITE IMPOSE PAR L'ETAT !**

### **UNE ANALYSE CGT DU BUDGET PRIMITIF...**

Les recettes globales hors emprunt perdent 24,4 M€ entre 2013 et 2014, la région passe de 1089 M€ à 1065 soit une baisse de 2,23 %.

C'est donc un budget d'austérité imposé par l'Etat.

En effet, l'essentiel de la baisse vient des dotations de l'Etat au titre de l'effort collectif pour réduire la dette et pour alimenter le fameux CICE (même avec la hausse de la TVA, il faut trouver 20Md€ de cadeaux aux entreprises).

La réalité c'est que la région n'a toujours pas d'autonomie financière. Elle peut jouer sur les taux d'une toute petite partie de ses ressources : cartes grises (6,44 % du budget avec emprunt) et la TICPE modulable (2,48 % du budget avec emprunt)... soit seulement près de 9 % du budget. De plus ces recettes ne sont pas dynamiques dans cette période de crise sociale...

La région devient un « organisme » du gouvernement, alimenté par

des dotations d'Etat, des taxes et contributions d'Etat redistribuées avec des péréquations, des fonds européens donnés par l'Etat, le tout à travers des contrats de projets ou bientôt le nouveau CPER Etat Région... De plus la région prend en charge des investissements dévolus normalement à l'Etat. Pour le reste des secteurs, il y a un saupoudrage savant et beaucoup de promesses... Il est certainement important de se remettre en mémoire les missions et compétences de la région... et surtout d'être capable de faire un point des besoins des populations. Sinon la région accompagnera toujours plus le désengagement de l'Etat en territoire (sans en avoir les ressources). De plus la région aurait la responsabilité de relancer l'économie, la recherche, de sauver les emplois, de financer directement les projets privés...

A travers le SRDE, nous avons déjà un aperçu de la montée en puissance de cette politique. Il devient urgent d'avoir des outils pour en mesurer l'efficacité, des critères pour limiter les abus et des péréquations pour rééquilibrer socialement et économiquement tous les territoires de Midi-Pyrénées.

Pour maintenir un autofinancement à hauteur de 244,3 M€ (250 M€ en 2013) la région espère limiter tous les budgets de fonctionnement

(notamment les emplois et les salaires). Pour assurer les investissements, la région prévoit en plus des 244,3 M€ d'autofinancement de mobiliser plus de 123 M€ d'emprunt nouveaux. Hors en 2013 la région n'a pas emprunté comme elle avait prévu de le faire et le stock d'Autorisation de Paiement grossit et se reporte d'une année sur l'autre... La question se pose donc : à quoi bon faire un budget prévisionnel pour ne pas le suivre ? Le budget est tout beau, certes équilibré, mais franchement à la limite de ne pas être sincère. Il a pour but de contenter tout le monde...

Malgré cela, il est évident que les budgets successifs sont prudents et chaque année l'endettement diminue, de quoi rassurer beaucoup d'élus et de citoyens sans compter sur l'appui d'une grande partie du CESER. Le patronat applaudit l'austérité sur le fonctionnement mais regrette les diminutions des aides à l'économie ! Les autres saluent une saine gestion...

La région a souhaité être notée par une agence : elle est classée AA+ comme l'Etat, car elle ne peut être mieux notée que l'Etat ! C'est vraiment fou de rentrer à ce point dans le jeu des banques ! Il faudrait savoir combien ça coûte ?

# Actualité de l'activité CGT



Un autre aspect vient compléter ce tableau, la plupart des investissements sont cofinancés et souvent avec d'autres collectivités. Sachant que beaucoup d'entre elles sont endettées et en difficultés, surtout les plus petites, des projets inscrits ne voient pas le jour ou sont reportés...

Par exemple, les conseils généraux croulent sous les dépenses sociales... ou les dépenses pour l'entretien des routes...

Mais ils ont la solution, les PPP ou d'autres formes qui permettront au privé de jouer les sauveurs tout en faisant d'énormes bénéfices... On est loin des besoins des populations et du « *Vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées* ».

## ... ET UNE DÉCLARATION SUR L'AVIS DU CESER:

Les années passent, nos écrits se suivent et nous ne percevons toujours pas clairement leurs effets sur la politique de la Région.

Même si Midi-Pyrénées est protégée par le dynamisme de certains secteurs comme la recherche ou l'aéronautique, il y a une véritable crise sociale qui perdure. Tous les jours il y a des salariés mis au chômage et des fermetures d'entreprises, la précarité est installée au cœur de notre région. Le budget primitif 2014, présenté par la Région, prône l'austérité sur le fonctionnement et la prudence

sur l'investissement. Pour la CGT, ces deux aspects, calqués sur les politiques nationales sont inopérants sur la relance de l'économie, la consommation et la satisfaction des besoins sociaux de l'ensemble des territoires de Midi-Pyrénées.

L'austérité est prescrite par le gouvernement puisqu'il diminue ses dotations de 25 M€. Pour sa politique de réduction des déficits et du « coût du travail », le gouvernement n'hésite donc pas à amputer les budgets des collectivités et continue de faire des cadeaux aux entreprises sans contrepartie. En effet, une partie des retenues faites sur le budget régional rejoindra les 20 Md€ nécessaires pour le Crédit Impôt Compétitivité Emploi. Pour la CGT ce n'est pas le soi-disant coût du travail qu'il faut combattre mais le coût du capital et la financiarisation de l'économie.../...

Pour préserver un haut niveau d'autofinancement, la Région a fait le choix de l'austérité, cette décision sera contre-productive économiquement et socialement. Elle touchera tout le fonctionnement de la région, les salariés de droit privé ou public, et aura des incidences sur leur pouvoir d'achat, leurs conditions de travail et affectera la qualité du service public régional.

Le niveau des budgets de fonctionnement ne peut être indéfiniment la

variable d'ajustement pour compenser les diminutions des dotations de l'Etat. La prudence, dans l'emprunt et l'investissement, laisse chaque année des travaux non faits ou repoussés dans le temps. Ce n'est pas la réponse attendue par la population à ses besoins d'infrastructures ou de services. La CGT attend de la Région une dynamique vers l'investissement durable sur l'ensemble du territoire de Midi-Pyrénées. Il faut repenser un développement économique tourné vers les hommes et les femmes de notre région ou comment « *vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées* ». Pas besoin d'une agence de notation pour voir que la capacité de la Région à emprunter est optimale. Les bienfaits d'une politique volontariste dans l'investissement public serviraient tous les secteurs de l'économie sur le long terme. La puissance publique que représente la Région peut, grâce à sa politique d'investissement, relancer l'emploi et influencer le rééquilibrage économique et social sur son territoire. Il est maintenant urgent d'agir concrètement, après il sera peut-être trop tard!

Le projet d'avis du CESER reprend certaines de nos observations, nous le voterons.

**Joël Lavail**

pour le groupe CGT au CESER



# Formations IRT 2014

Les 24 et 25 février

## La crise du capitalisme • 2 jours - lundi 24 et mardi 25 février 2014

**Contenu:**

Analyse syndicale des causes systémiques de la crise du capitalisme  
Approche du fonctionnement des marchés financiers, moteur du néo libéralisme  
Le développement des inégalités, cause et conséquences de la crise du système économique, et pistes de proposition

**Public concerné :**

Responsables syndicaux des professions et interprofessionnels ; Membres du Comité Régional ;  
Conseiller-es Economiques, Sociaux et Environnementaux

Les 24 et 25 mars

## Activité syndicale régionale et CESER • 2 jours - lundi 24 et mardi 25 mars 2014

**Contenu:**

Les Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux : approche historique et fonctionnement.  
La CGT et les CESER. Les interactions nécessaires entre activité CGT au CESER et activité revendicative CGT en région  
Les CESER sous l'angle des questions budgétaires et comptables

**Public concerné :**

Membres du Comité Régional ; Conseiller-es Economiques, Sociaux et Environnementaux

Les 14 et 15 avril

## Quel renouveau du syndicalisme ? • 2 jours - lundi 14 et mardi 15 avril 2014

**Contenu:**

La CGT, permanences et changements, traditions et adaptations : des origines aux années 1990.  
Le syndicalisme du XXe siècle et les prémisses du XXIe siècle. Vers un nouveau cours ?

**Public concerné :**

Responsables syndicaux des professions et interprofessionnels ; Membres du Comité Régional ;  
Conseiller-es Economiques, Sociaux et Environnementaux

Les 19 et 20 mai

## Analyse des pratiques de communication et influence minoritaire • 2 jours - lundi 19 et mardi 20 mai 2014

**Contenu:**

Pourquoi communiquer? Rapport au travail et à l'entreprise - Introduction à la communication interne ;  
Communication et influence minoritaire

Qu'est ce que représenter les salarié-es ? Expériences de terrain - Mise en page de supports écrits de la communication

**Public concerné :**

Responsables syndicaux des professions et interprofessionnels

# Formations IRT 2014



Du 30 juin au 2 juillet

## Santé travail « Les notions » •

*Module 1 : lundi 30 juin, mardi 1er juillet, mercredi 2 juillet*

*Module 2 : 2 jours en janvier 2015*

### Contenu:

*Santé, souffrance, stress au travail : de quoi parle-t-on ?* Santé des salarié-es et dynamique des collectifs de travail; Transformations du travail et de l'emploi et enjeux de santé, l'action syndicale sur le travail : la prévention des risques. *Santé au travail : les outils* - Point de vue d'un médecin du travail ; Les missions de l'inspection du travail ; l'action syndicale en CHSCT ; quels liens entre les élu-es en CHSCT et les échelons syndicaux territoriaux ?

### Public concerné :

Responsables syndicaux des professions et interprofessionnels ; Représentant-es des instances paritaires et des commissions

semaine 35

## Formation Comité Régional • 2 jours - semaine 35

### Contenu:

thème à définir

### Public concerné :

Membres du Comité Régional

Les 28 et 29 septembre

## Quelle action syndicale pour donner du sens au travail ?

*2 jours - lundi 28 et mardi 29 septembre 2014*

### Contenu:

Nouvelles formes d'organisation du travail. Effets des nouvelles formes d'organisation du travail sur le sens du travail, les conditions de travail et la santé des salariés. Pour un syndicalisme de la transformation des situations de travail comment bien travailler et comment être bien au travail? Comment les salarié-es s'approprient-ils/elles leur travail et comment reconstruisent-ils/elles des collectifs? Comment les syndicats peuvent-ils contribuer efficacement à la construction de cette dynamique d'émancipation des salarié-es

### Public concerné :

Responsables syndicaux des professions et interprofessionnels ; Membres du Comité Régional

Les 17 et 18 novembre

## Les évolutions des territoires de Midi-Pyrénées et

*la « décentralisation acte III » • 2 jours - lundi 17 et mardi 18 novembre 2014*

### Contenu:

Quelles sont les problématiques centrales de ces évolutions territoriales en Midi-Pyrénées ?

Questions autour de la ruralité. Quelles pistes prospectives ?

L'architecture de l'acte III de la décentralisation telle qu'elle se présente aujourd'hui, les nouvelles organisations des coopérations entre les collectivités locales et entre l'Etat et les collectivités locales. Enjeux pour les territoires.

### Public concerné :

Responsables syndicaux des professions et interprofessionnels ; Membres du Comité Régional ; Conseiller-es Economiques, Sociaux et Environnementaux

## **Congrès de l'UD du Tarn :**

Le congrès s'est tenu  
les 30 et 31 janvier 2014 à Albi,  
Michel Belières a été réélu Secrétaire  
Général de l'Union Départementale.



